

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

DATE : 28/06/93
N0 DE DEPOT : 693
R.C.S. VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
N0 DE GESTION: 89 B 00239

BORDEREAU INPI -DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

-----Nom et adresse de la Société -----

ASJ

GOUCHOUX (ZAC DES)
69220 SAINT JEAN D ARDIERES

Nous soussigné greffier du Tribunal de Commerce de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE avons déposé à la date ci-dessus au rang de nos minutes :

Quatre pieces

concernant la Société désignée ci-dessus et dont l'objet est le suivant:

RAISON SOCIALE (Modification)
DIRIGEANTS - ORGANES DE CONTROLE (modif.)
CAPITAL (Modification réalisée)
Statuts ou contrat
Déclaration de conformité
Délibérations - Décisions

AMAG SAINT JEAN
Société Anonyme
au capital de 7 000 000 Francs
Siège Social : Zac des Gouchoux
Saint Jean d'Ardières
(69220) BELLEVILLE SUR SAONE

R.C.S. VILLEFRANCHE SUR SAONE B 352 518 682

--o0o--

E X T R A I T

PROCES-VERBAL

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EN DATE DU 12 FEVRIER 1993

L'an mil neuf cent quatre vingt treize
le vendredi douze février à dix huit heures,
au siège social.

Les administrateurs de la société se sont réunis en Conseil.

Sont présents et ont signé le registre de présence :

- Monsieur Thomas DI SERIO,
- Madame Thérèse DI SERIO,
- Monsieur Emile DI SERIO,

Trois administrateurs étant présents ou représentés sur les Trois
en fonction, le Conseil peut valablement délibérer.

En l'absence de Monsieur Ulrich DANIELOWSKI démissionnaire, la
séance est présidée par Monsieur Thomas DI SERIO.

Toutes explications sont données en réponse aux questions posées.

Le Conseil prend alors les décisions suivantes :

III - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration, comme conséquence de la réalisation
définitive du retrait du Groupe AMAG et conformément à la décision
prise lors de sa précédente réunion en date du 4 Novembre 1992,
prend acte de la démission de leur fonctions d'administrateurs avec
effet à compter de ce jour, après la signature du protocole de
closing et du transfert des actions de :

- Monsieur Ulrich DANIELOWSKI
- la Société ALUTEAM FORM UND SCHMIEDTECHNICK .
- et de Monsieur Hans HOJAS.



et décide qu'il ne sera pas procédé à leur remplacement.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration proposera aux assemblées compétentes de donner quitus sans réserve aux administrateurs démissionnaires pour l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice 1992 et jusqu'à ce jour.

IV - DEMISSION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comme conséquence de ce qui précède et dans le cadre de la réalisation définitive du retrait du capital de la Société, du Groupe AMAG, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de ses fonctions de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Ulrich DANIELOWSKI avec effet de ce jour (date de signature du protocole de closing.)

V - DESIGNATION DU NOUVEAU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, désigne à l'unanimité Monsieur Thomas DI SERIO en qualité de Président du Conseil d'Administration de la Société pour la durée de son mandat d'administrateur.

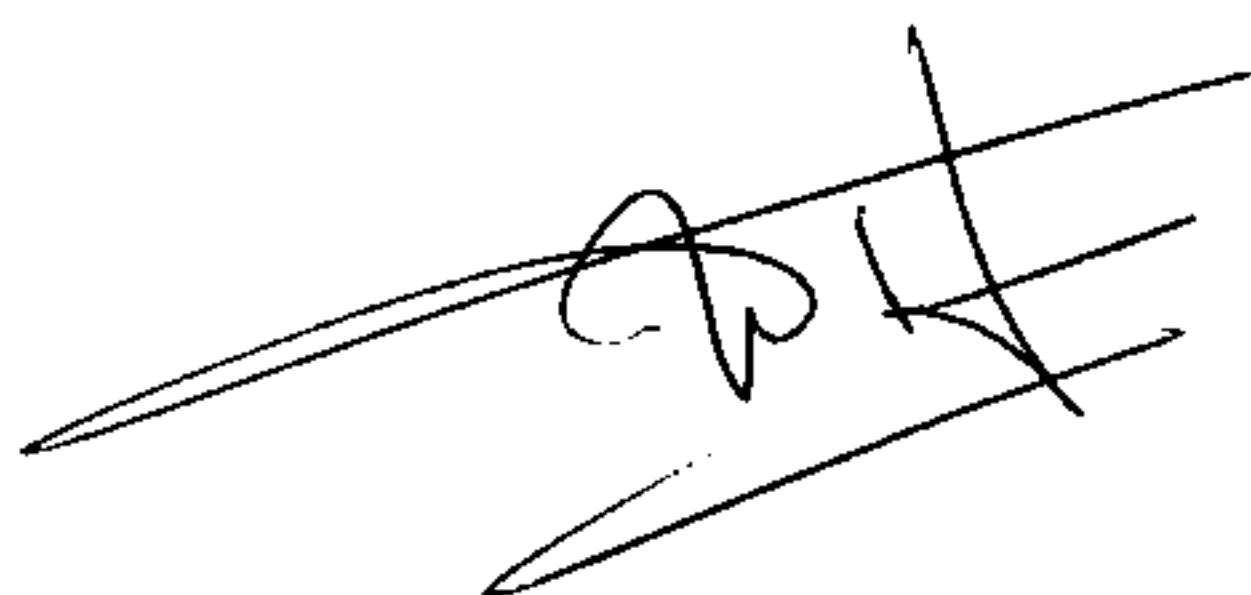
Monsieur Thomas DI SERIO, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et déclare en outre satisfaire aux dispositions légales en matière de cumul de mandats de Président du Conseil d'Administration de membre du Directoire et de Directeur Général unique de Société Anonyme, que peut exercer une même personne, et qu'il n'existe aucun empêchement d'ordre légal, réglementaire ou contractuel à l'acceptation du mandat qui lui a été confié.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé, clos et signé le présent procès-verbal par le Président et un Administrateur.

LE PRESIDENT

UN ADMINISTRATEUR



DECLARATION DE CONFORMITE

Les soussignés :

- Monsieur Thomas DI SERIO,
- Monsieur Emile DI SERIO,
- Madame Thérèse DI SERIO,

agissant en qualité de seuls administrateurs de la société, font les déclarations suivantes :

EXPOSE

D'un procès-verbal d'Assemblée Générale Mixte en date du 2 Mars 1993, il résulte que les actionnaires ont décidé :

- 1) de réduire le capital social d'une somme de 5.250.000 F pour le ramener de 7.000.000 F à 1.750.000 F par voie de réduction d'une somme de 75 F de la valeur nominale de chacune des 70.000 actions qui sera ramenée de 100 F à 25 F.

Cette opération s'effectuera par compensation avec la même somme de 75 F par action due par les actionnaires à la Société au titre de la libération du solde de la valeur nominale pour son montant d'origine.

- 2) la suppression :

- . d'une part, des dispositions limitant les pouvoirs des dirigeants (article 20),
- . d'autre part, des dispositions des articles 6 et 7 procédant à la répartition des 70 000 actions formant le capital en deux catégories d'actions A et B, ainsi que de toutes autres dispositions liées à la présence de deux groupes d'actionnaires, savoir :
 - . du droit de préemption pour les cessions d'actions entre les titulaires d'actions du même groupe (article 13),
 - . la composition du Conseil d'Administration (article 15).

Les articles concernés ont été modifiés en conséquence.



3) D'abandonner la dénomination actuelle de AMAG SAINT JEAN au profit de A.S.J.

L'article 2 a été modifié en conséquence.

DECLARATION

Comme conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés, ès-qualités, affirment sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi, que les modifications ont été réalisées en conformité de la loi et des règlements.

Sont joints à la présente déclaration :

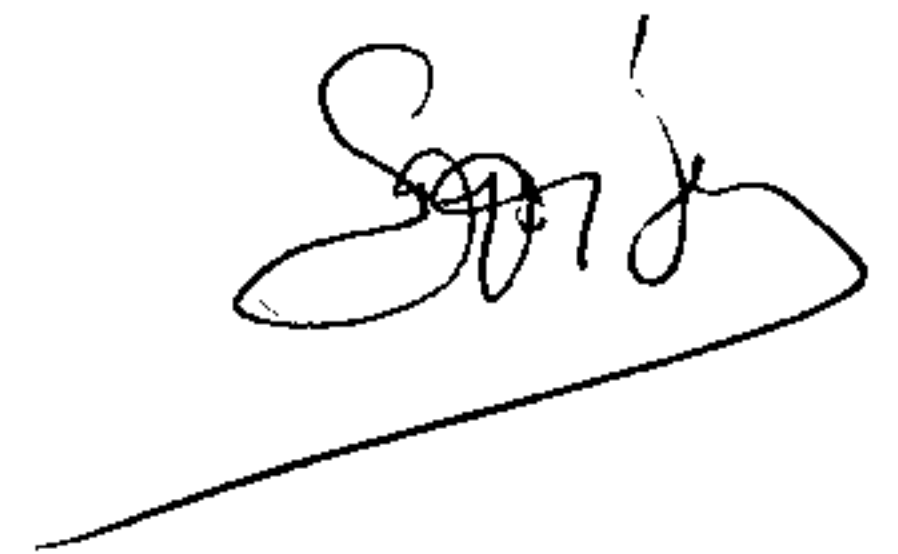
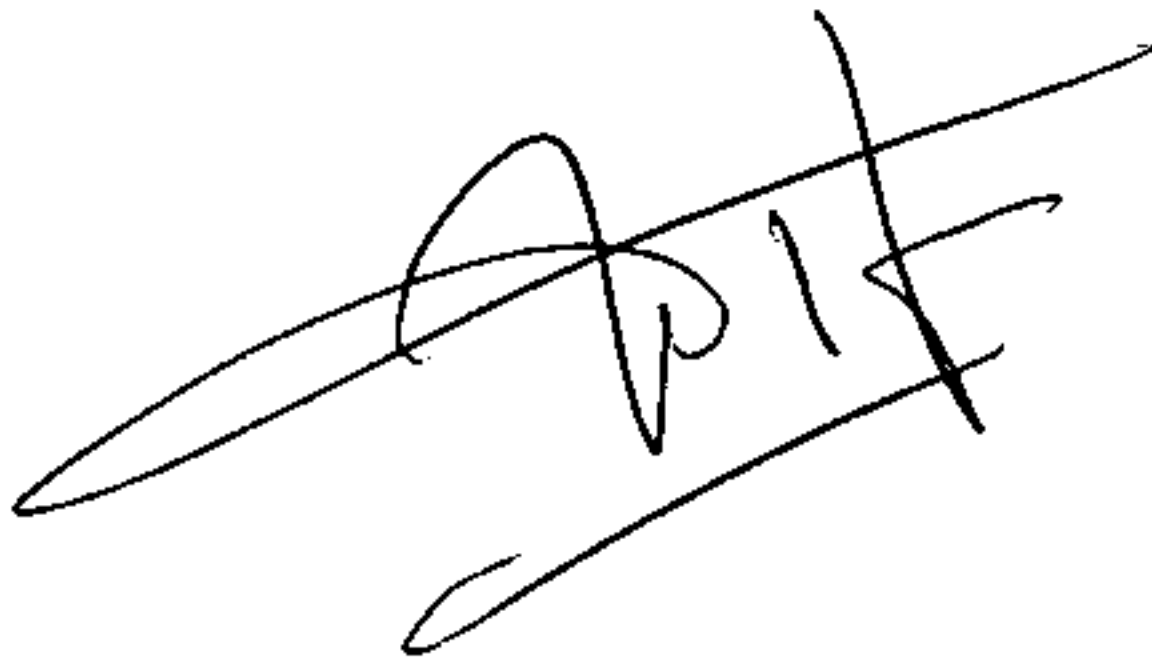
- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mars 1993,
- deux copies certifiées conformes des statuts mis à jour,
- un exemplaire du journal publicateur de la modification,
- une demande d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait en double exemplaire,
le 2 Mars 1993

Mr. Thomas DI SERIO

Mme Thérèse DI SERIO

Mr. Emile DI SERIO



AMAG SAINT JEAN

Société Anonyme au capital de 7.000.000 F
siège social : SAINT JEAN D'ARDIERES Zac des Gouchoux
BELLEVILLE SUR SAONE (RHONE)
RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE B 352 518 682
---00---

28 AVR. 1993

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 2 MARS 1993

L'an mil neuf cent quatre-vingt-treize
et le deux mars à seize heures au siège social

Les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social sur convocation du Conseil d'Administration, faite par lettre recommandée adressée à chaque actionnaires en date du 15 Février 1993.

Les membres de l'assemblée ont émargé la feuille de présence en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Thomas DI SERIO, Président du Conseil d'Administration.

Sont scrutateurs de l'assemblée et acceptant cette fonction :

- Madame Thomas DI SERIO
- Monsieur Emile DI SERIO

Le bureau de l'assemblée désigne pour secrétaire :

- Monsieur Aimé VERMANDE

La feuille de présence est vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le bureau qui constate que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent plus du quart des actions formant le capital. L'assemblée peut en conséquence, valablement délibérer.

Monsieur Christian BOUCHER, représentant la Société COFIRECO, Commissaire aux Comptes, n'assiste pas à la réunion.

Le Président met à la disposition des actionnaires :

- un exemplaire des statuts de la Société,
- La lettre de convocation des actionnaires à l'assemblée générale,
- La copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes adressée sous pli recommandé, accompagnée de l'avis de réception,
- la feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ;
- les procurations données par les actionnaires représentés ainsi que les formulaires de vote par correspondance.

*Certifié conforme
le Président*
[Signature]

[Signature] *[Signature]* *[Signature]*

FACE ANNULÉE
Arrêté du 20 Mars 1958
Article 905 du Code Général des Impôts

Le président déclare qu'aux formules de procuration et de vote par correspondance que la Société a envoyées aux actionnaires étaient joints les documents exigés par la réglementation en vigueur.

Pour être soumis à l'assemblée, sont également déposés sur le bureau de l'assemblée :

- les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- le projet des résolutions proposées au vote de l'assemblée ;
- la liste des actionnaires.

Tous les actionnaires donne acte au Président de ce que les dispositions légales et statutaires relatives, tant à la convocation de l'assemblée qu'à la communication des documents sociaux, ont bien été respectées, et notamment de la mise à leur disposition, pendant les quinze jours qui ont précédé l'assemblée, de la liste des actionnaires mentionnant le nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- lecture du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes ;
- réduction du capital social à concurrence de 5 250 000 Francs pour le ramener ainsi de 7 000 000 Francs à 1 750 000 Francs par réduction de la valeur nominale des 70 000 actions formant le capital, qui sera ramené de 100 francs à 25 francs, cette réduction s'imputant sur la partie non libérée du capital social ;
- constatation de la libération intégrale du capital ;
- changement de dénomination ;
- suppression des catégories d'actions ;
- modification des pouvoirs des dirigeants ;
- modifications statutaires corrélatives ;
- pouvoirs pour formalités ;

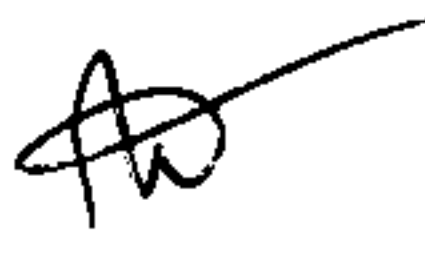
Monsieur le Président donne lecture des rapports présentés par le Conseil d'Administration et le commissaire aux comptes..

A la demande de certains actionnaires, le secrétaire de l'assemblée donne alors lecture du projet des résolutions.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées entre les membres de l'assemblée et le Président répond, en particulier, à un certain nombre de questions qui lui sont posées.

Personnes ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

F A C E A N N U L É E
Arrêté du 20 Mars 1958
article 905 du Code Général des Impôts

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'abandonner avec effet immédiat la dénomination actuelle de la Société, pour adopter celle de :

A.S.J.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de ce qui précède, décide de modifier, l'article 2 des statuts sociaux qui sera désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : A.S.J.

Le reste de l'article demeure sans changement.

Il n'est apporté aucune autre modification aux statuts sociaux, lesquels continueront à produire leur plein et entier effet dans l'avenir, sous réserve de ce qui précède.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, et après avoir constaté que le capital s'élève à 7.000.000 F divisé en 70 000 actions de 100 F chacune de valeur nominale intégralement souscrites et libérées du quart, décide de réduire le capital social d'un montant de 5.250.000 F pour le ramener de 7.000.000 F à 1.750.000 F par voie de réduction d'une somme de 75 F de la valeur nominale de chacune des 70.000 actions qui sera ramenée de 100 F à 25 F.

L'assemblée générale décide que le remboursement par la société aux actionnaires de la somme de 75 F par action, s'effectuera par compensation avec la même somme de 75 F par action due par les actionnaires à la société au titre de la libération du solde de la valeur nominale pour son montant d'origine.

Il sera procédé aux formalités légales de publicité de la présente réduction du capital conformément aux dispositions applicable en la matière afin que les créanciers de la Société puissent, le cas échéant faire opposition à la présente décision.

Cette réduction ne deviendra définitive qu'en l'absence d'opposition régulièrement formée, à l'issue du délai légal reconnu aux créanciers.



FACE ANNULÉE
Arrêté du 20 Mars 1958
article 905 du Code Général des Impôts

En présence d'opposition régulièrement formée, l'assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de statuer sur l'opportunité de réaliser cette réduction au regard de la nature et de l'importance des oppositions enregistrées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'assemblée générale comme suite de l'adoption de la résolution précédente, et après avoir constaté que du fait du montant négatif du poste "Report à nouveau" s'élevant à la somme de 1.875.309,52 F, après affectation de la perte enregistrée à la fin de l'exercice clos le 31 Décembre 1991, le montant des capitaux propres s'avèrera, en cas de réalisation définitive de la réduction du capital social, être inférieur au montant des capitaux propres, prend acte que les actionnaires seront consultés dans les délais légaux à l'effet de statuer en application de l'article 241 de la loi du 24 Juillet 1966 sur les Sociétés commerciales.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, décide la suppression :

- . d'une part, des dispositions limitant les pouvoirs des dirigeants (article 20),
- . d'autre part, des dispositions des articles 6 et 7 procédant à la répartition des 70 000 actions formant le capital en deux catégories d'actions A et B, ainsi que de toutes autres dispositions liées à la présence de deux groupes d'actionnaires, savoir :
 - l'existence d'un droit de préemption pour les cessions d'actions entre les titulaires d'actions du même groupe (article 13),
 - la composition du Conseil d'Administration (article 15).

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Comme conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier les articles 6 - 7 - 13.7. - 15.1. 20. qui seront désormais libellés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

A sa constitution par acte sous seings privés en date du 6 Octobre 1989, il a été apporté à la Société une somme de 7.000.000 Francs libérée du quart ainsi que l'atteste le certificat délivré par la Banque PALLAS agence de LYON en date du même jour.

Suivant procès verbal de la délibération de l'assemblée générale mixte en date du 2 Mars 1993, le capital social a été réduit d'une somme de 5.250.000 F pour être ramené ainsi de 7.000.000 F à 1.750.000 F par voix de réduction de la valeur nominale de 100 F à 25 F de chacune des 70.000 actions existantes.



FACE ANNULÉE
Arrêté du 20 Mars 1958
Article 905 du Code Général des Impôts

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

- 1) Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (1.750.000 F). Il est divisé en 70.000 actions de 25,00 Francs chacune numérotées de 1 à 70.000 toutes de même catégorie entièrement libérées.
- 2) Chaque administrateur doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à UN (1).

ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION D'ACTIONS

Le paragraphe 7 "Préemption" est supprimé dans son intégralité.

ARTICLE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, ou de quinze au plus si les actions de la société viennent à être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs, sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.



FACE ANNULÉE
Arrêté du 20 Mars 1958
Article 905 du Code Général des Impôts

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

La condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise si la société n'a pas elle-même deux années d'existence.

Le reste de l'article demeure sans changement.

ARTICLE 20 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIR - SIGNATURE SOCIALE

- 1 - Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au conseil d'administration, ainsi que des dispositions de la loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Les décisions du conseil d'administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le conseil d'administration peut déléguer à son président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

- 2 - Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

La limite d'âge fixée pour les fonctions de président s'applique aussi aux fonctions de directeur général.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président ; en cas de décès, démission ou révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.



F A C E A N N U L E E
Arrêté du 20 Mars 1958
article 905 du Code Général des Impôts

En accord avec son président, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels les directeurs généraux ont les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Il n'est apporté aucune autre modification aux statuts sociaux, lesquels continueront à produire leur plein et entier effet dans l'avenir.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal, en vue d'effectuer toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès verbal signé par les membres du bureau.

[Signature] *N. J. J. J.*

DUPLICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE					
DE <i>Allegre, S.</i> LE 23. AVR. 1993.					
F° BORD. 287. N° 3..					
REÇU	<table border="1"><tr><td>- Dt DE TIMBRE</td><td><i>Quatre cent cinquante</i></td></tr><tr><td>- Dts D'ENREG^t</td><td><i>Cinq cents francs</i></td></tr></table>	- Dt DE TIMBRE	<i>Quatre cent cinquante</i>	- Dts D'ENREG ^t	<i>Cinq cents francs</i>
- Dt DE TIMBRE	<i>Quatre cent cinquante</i>				
- Dts D'ENREG ^t	<i>Cinq cents francs</i>				
SIGNATURE : <i>Le Receveur Principal</i>					

Quatre cent cinquante

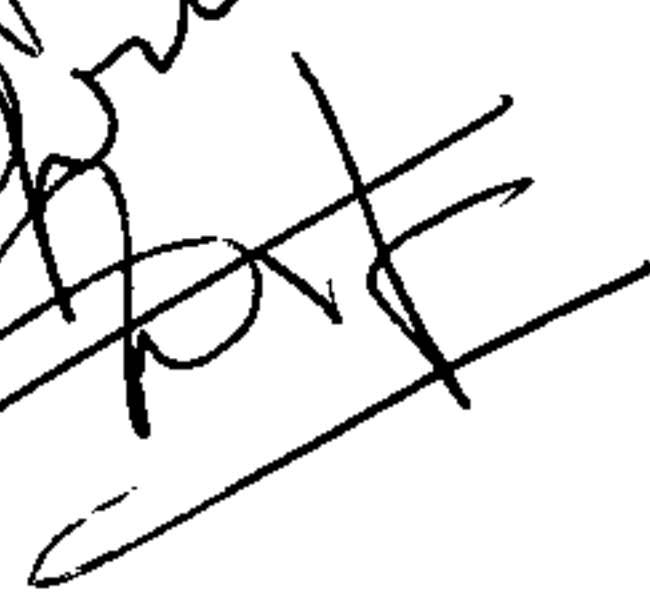
DF = 500 F

timbre: 7p x 4 ex. 28 x 17 F = 476 F

F A C E A N N U L É E
Arrêté du 20 Mars 1958
article 905 du Code Général des Impôts

A.S.J.

Société Anonyme au capital de 1.750.000 F
siège social : SAINT JEAN D'ARDIERES Zac des Gouchoux
BELLEVILLE SUR SAONE (RHONE)
RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE B 352 518 682

*Certifié
conforme*


STATUTS MIS A JOUR

A L'ISSUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

EN DATE DU 2 MARS 1993

**BURNIER - GITENAY - MALLET-GUY - VERGNOLE - VERICEL
DE VILLERS ET ASSOCIES**

LEXEL CONSEIL

91 Cours Lafayette - 69006 - LYON

A.S.J.
Société Anonyme au capital de 1.750.000 F
siège social : SAINT JEAN D'ARDIERES Zac des Gouchoux
BELLEVILLE SUR SAONE (RHONE)
RCS VILLEFRANCHE SUR SAONE B 352 518 682

S T A T U T S

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1 - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme française régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par la loi du 24 juillet 1966, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

A.S.J.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - OBJET

La société a pour objet, par exploitation directe ou indirecte :

- La fabrication, la production et la distribution de produits métallurgiques réalisés à partir de nouvelles techniques.

Elle pourra réaliser toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à son objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers, ou en participation sous quelque forme que ce soit.

Article 4 - SIEGE SOCIAL - SUCCURSALES

Le siège de la société est fixé à

SAINT JEAN D'ARDIERES - ZAC DES GOUCHOUX - 69220 - BELLEVILLE SUR SAONE -

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le conseil d'administration a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

Article 5 - DUREE - ANNEE SOCIALE

1 - La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre. Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 1990.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II

CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

A sa constitution par acte sous seings privés en date du 6 Octobre 1989, il a été apporté à la Société une somme de 7.000.000 Francs libérée du quart ainsi que l'atteste le certificat délivré par la Banque PALLAS agence de LYON en date du même jour.

Suivant procès verbal de la délibération de l'assemblée générale mixte en date du 2 Mars 1993, le capital social a été réduit d'une somme de 5.250.000 F pour être ramené ainsi de 7.000.000 F à 1.750.000 F par voie de réduction de la valeur nominale de 100 F à 25 F de chacune des 70.000 actions existantes.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

- 1) Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (1.750.000 F). Il est divisé en 70.000 actions de 25,00 Francs chacune numérotées de 1 à 70.000 toutes de même catégorie entièrement libérées.
- 2) Chaque administrateur doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à UN (1).

Article 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du conseil d'administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal en matière commerciale, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - REDUCTION - AMORTISSEMENT DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

Article 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes nominatifs purs ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'actionnaire.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions ordinaires ou extraordinaires autres que celles concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Article 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

- 1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

- 2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

- 3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du

conseil d'administration.

A cet effet, le cédant doit notifier à la société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

- 4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.
- 5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du conseil dans les conditions prévues au 3. ci-dessus.
- 6 - La cession de droits à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3. ci-dessus.

Article 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Toutefois et sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, il peut être créé, par augmentation du capital ou par conversion d'actions ordinaires déjà émises, des actions à dividende prioritaire sans droit de vote qui sont elles-mêmes convertibles en actions ordinaires, le tout dans les conditions et les limites prévues par les dispositions en vigueur. La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, le rachat, soit de la totalité de ses propres actions à dividende prioritaire sans droit de vote, soit de certaines catégories d'entre elles, conformément à la loi.

- 2 - Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.
- 3 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'assemblée générale et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés, à l'exclusion des dividendes à échoir et de la part dans les fonds de réserves, sauf dispositions contraires notifiées à la société.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions régulières des organes sociaux ;

- 4 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.
- 5 - Toute personne physique ou morale qui vient à posséder un nombre d'actions de la société égal ou supérieur au vingtième, au dixième, au cinquième, au tiers ou à la moitié du nombre total d'actions doit, dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil de participation, informer la société du nombre total d'actions qu'elle possède.

[En cas d'inobservation de l'obligation de déclaration en application des dispositions du présent alinéa, l'actionnaire sera, dans les conditions et limites définies par la loi, privé du droit de vote afférent aux actions dépassant le seuil ci-dessus fixé.]

6. Clause de non concurrence

Chacun des membres de la Société, s'interdit de participer tant qu'il dispose de la qualité d'actionnaire de ladite société, sous quelque forme que ce soit à la création comme à l'exploitation sur le territoire de la France, d'une activité directement concurrente et/ou complémentaire à la Société, sauf accord express du conseil d'administration de celle-ci.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, ou de quinze au plus si les actions de la société viennent à être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs, sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

La condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise si la société n'a pas elle-même deux années d'existence.

2 - Limite d'âge - Durée des fonctions

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 75 ans ne peut excéder la moitié des membres du conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire à l'issue de la première assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie après qu'il aura dépassé cet âge limite.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années au plus ;

La durée des fonctions des administrateurs expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3 - Vacance - Cooptation

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 16 - ACTIONS D'ADMINISTRATEURS

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une ou plusieurs actions dont le nombre est fixé à l'article 7.

Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

Article 17 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le président directeur général ne doit pas être âgé de plus de 70 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la première séance du conseil d'administration réunie après qu'il aura dépassé cet âge limite.

S'il le juge utile, le conseil peut nommer un ou plusieurs vice-présidents dont les fonctions consistent exclusivement, en l'absence du président, à présider les séances du conseil ou les assemblées.

En l'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Article 18 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il est convoqué par son président qui arrête l'ordre du jour ; celui-ci peut n'être fixé qu'au moment de la réunion. Celle-ci doit se tenir au siège social. Elle peut toutefois se tenir en tout autre local ou localité indiqué dans la convocation mais avec le consentement de la moitié au moins des administrateurs en exercice.

La convocation du conseil d'administration est faite par tous moyens et même verbalement.

Le conseil d'administration qui ne serait pas réuni au cours des deux derniers mois peut également être convoqué par le tiers au moins de ses membres en exercice.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

En cas de partage des voix, celle du président de la séance est prépondérante, sauf les hypothèses visées à l'article 20.

Si le conseil est composé de moins de cinq membres, et que deux administrateurs seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Chaque administrateur présent ou représenté dispose d'une voix, et chaque administrateur présent ne peut disposer que d'un seul pouvoir.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et signalées comme telles par le président de séance.

Article 19 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du conseil seraient inopposables aux tiers.

La compétence du conseil d'administration s'étend à tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Les cautions, avals et garanties donnés par la Société font obligatoirement l'objet d'une autorisation du conseil d'administration dans les conditions déterminées ci-après à l'article 20.

ARTICLE 20 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIR - SIGNATURE SOCIALE

1 - Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au conseil d'administration, ainsi que des dispositions de la loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Les décisions du conseil d'administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le conseil d'administration peut déléguer à son président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

- 2 - Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

La limite d'âge fixée pour les fonctions de président s'applique aussi aux fonctions de directeur général.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président ; en cas de décès, démission ou révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

En accord avec son président, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels les directeurs généraux ont les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

3 - Délégation de pouvoirs

En dehors des obligations de pouvoirs prévues au profit du Président et des directeurs généraux, le conseil d'administration peut confier à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut notamment décider la création de comité chargé d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumettent pour avis à son examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Enfin, en cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

4 - Signature sociale

Les actes concernant la société et tous engagements pris en son nom, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont valablement signés par le Président ou, le cas échéant, par l'administrateur remplissant provisoirement les fonctions de président, par le directeur général, ou par les directeurs généraux, ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs respectifs.

Article 21 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 1 - L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Cette rémunération sera répartie par parts égales entre les administrateurs en exercice à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle, sauf décision contraire du conseil d'administration qui pourra arrêter librement tout autre répartition entre ses membres.
- 2 - La rémunération du président du conseil d'administration et celle du ou des directeurs généraux est déterminée par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.
- 3 - Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.
- 4 - Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux investis de la direction générale et ceux liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une autre entreprise française ou étrangère, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les commissaires aux comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Article 24 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 25 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social et lettre ordinaire, quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par lettre recommandée ou ordinaire adressée dans le même délai.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes présentées par la réglementation en vigueur, et l'avis de convocation ou les lettres de convocation rappellent la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 26 - ORDRE DU JOUR

- 1 - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.
- 3 - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

- 1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'assemblée.

3 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

Article 28 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

2 - Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes ou par mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

3 - Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la loi.

Article 29 - QUORUM - VOTE

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

2 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

3 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Article 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 31 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Article 32 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Article 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX -

AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Article 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du livre 1er du code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le conseil d'administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social : il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Sur le bénéfice distribuable, et sans préjudice du droit que détiendraient, le cas échéant, les titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, il est d'abord prélevé la somme nécessaire pour distribuer aux actionnaires proportionnellement à leur participation au capital social, un premier dividende dit "dividende statutaire" représentant la moitié du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice. Le solde sera reporté en réserve.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et du dividende dit "statutaire" les actionnaires peuvent, sur proposition du Conseil d'Administration, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau, pour être imputés, à due concurrence sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Il n'est apporté aucune autre modification aux statuts sociaux, lesquels continueront à produire leur plein et entier effet dans l'avenir.

Article 37 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut par le conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI PERTES GRAVES - ACHAT PAR LA SOCIETE - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 38 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 39 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Article 40 - TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 41 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

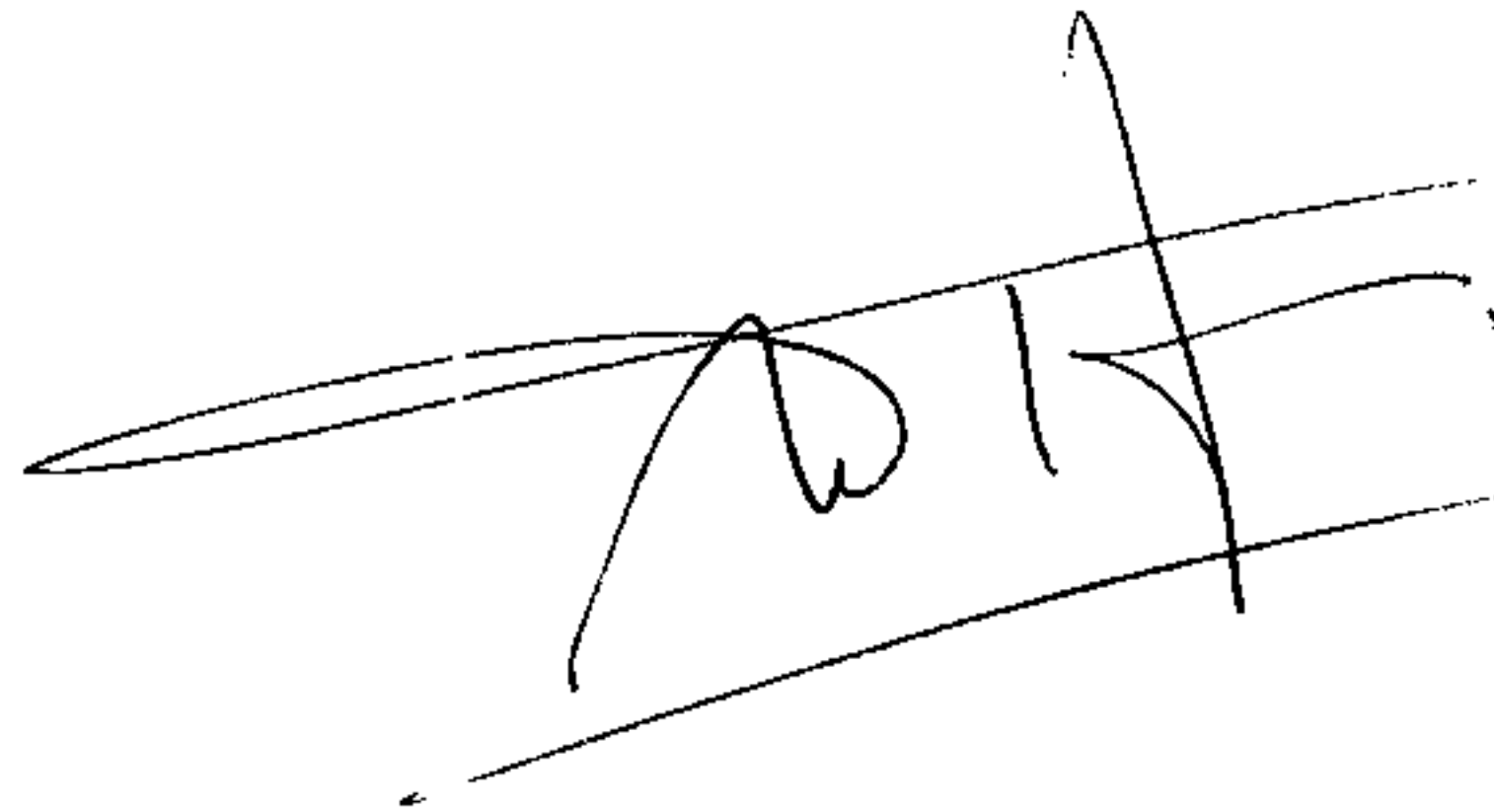
TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 42 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

**CERTIFIÉ CONFORME
LE PRÉSIDENT :**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a vertical line and a horizontal stroke, all enclosed within a large, sweeping loop.